


CA1
-1992
C18F


Government
Publications

ENTENTE

CANADA QUÉBEC

Entente auxiliaire
Canada-Québec
sur le développement
touristique au Québec
1992-1997

Canada 

Québec 



ENTENTE AUXILIAIRE
CANADA-QUÉBEC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
TOURISTIQUE AU QUÉBEC

THE
LIBRARY
OF THE
MUSEUM OF
ART AND
ARCHITECTURE

AVU 5675


ENTENTE AUXILIAIRE
CANADA-QUÉBEC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
TOURISTIQUE AU QUÉBEC

Dépôt légal - 1er trimestre 1992
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN-2-550-26178-X

© Gouvernement du Canada
Gouvernement du Québec

TABLE DES MATIÈRES

Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement touristique.....	7
Annexe A: Problématique et stratégie.....	25
Annexe B: Programmes	28
Annexe C: Budget	36
Renseignements:.....	37



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

ENTENTE AUXILIAIRE CANADA-QUÉBEC SUR LE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE (1992)

ENTENTE conclue le 31 mars 1992.

ENTRE:

LE GOUVERNEMENT DU CANADA, représenté par le ministre responsable du Bureau fédéral de développement régional (Québec) et le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie,

D'UNE PART

ET:

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, et le ministre du Tourisme.

D'AUTRE PART

ATTENDU QUE le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec ont conclu une Entente de développement économique et régional le 14 décembre 1984, pour atteindre les objectifs suivants:

- A) Intensifier le développement économique et régional du Québec et créer un environnement dans lequel le Québec et ses régions pourront réaliser leur potentiel économique, notamment par la valorisation de leurs avantages compétitifs, par le développement et le renforcement d'entreprises productives et par l'expansion de l'emploi;

- B) Consolider et accroître les possibilités d'emploi et de revenu afin que la population du Québec puisse contribuer au développement économique et régional du Québec et en profiter, étant entendu que la mise en valeur des ressources humaines est un élément constitutif du développement économique et régional;
- C) Favoriser la consultation et la coordination sur les politiques, programmes et activités de développement économique et régional des deux gouvernements dans le but de maximiser les occasions de développement et de réduire les entraves à celui-ci;

ATTENDU QUE les ministres ont pu constater que l'entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement touristique, signée le 16 janvier 1985, pour favoriser le développement de l'industrie touristique du Québec a généré des retombées économiques substantielles.

ATTENDU QUE le budget de cette entente a complètement été utilisé et que cette entente est expirée depuis le 31 mars 1990;

ATTENDU QUE le développement touristique du Québec demeure toujours une priorité dans la stratégie de développement économique et régional des gouvernements;

ATTENDU QUE, le ministre responsable du Bureau fédéral de développement régional (Québec) est autorisé à conclure la présente entente au nom du gouvernement du Canada en vertu de l'alinéa 8.4 g et les paragraphes 13.4 et 13.6 de la loi sur le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et les décrets du 13 juin 1991 transférant les pouvoirs en matière de développement régional au Québec au Ministre responsable du Bureau fédéral de développement régional (Québec);

ATTENDU QUE, par le décret 71-92 du 22 janvier 1992, le gouvernement du Québec a autorisé le ministre délégué aux

Affaires intergouvernementales canadiennes et le ministre du Tourisme à conclure la présente entente au nom du gouvernement du Québec.

EN FOI DE QUOI, les parties en cause conviennent de ce qui suit:

1. DÉFINITIONS

1.1 Dans la présente entente:

- a) « Ministre fédéral » désigne le ministre responsable du Bureau fédéral de développement régional (Québec);
- b) « Ministre fédéral responsable de l'Entente » désigne le ministre responsable du Bureau fédéral de développement régional (Québec);
- c) « Ministre québécois » désigne le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes ou tout ministre autorisé à agir en son nom;
- d) « Ministre responsable de l'entente pour le Québec » désigne le ministre du Tourisme;
- e) « Ministre concerné » désigne le ou les ministres fédéraux ou québécois chargé(s) de la mise en oeuvre d'un ou des volet(s) particulier(s) de la programmation telle que définie à l'annexe « B ».
- f) « Coûts admissibles » désigne les coûts raisonnables et directs engagés aux fins de la présente entente, qui sont:
 - i) facturés dans le cadre d'un marché conclu dans des conditions de concurrence en vertu de la présente entente pour la fourniture de biens ou de services;

- ii) tout autre coût défini expressément comme un coût admissible par le Comité de gestion et à l'annexe « B »;

mais, à moins d'une autorisation expresse du Comité de gestion, ne comprennent pas les coûts que représentent:

- iii) des traitements ou des avantages sociaux payés par l'une ou l'autre des parties à ses employé(e)s ou à ceux de l'un de ses organismes;
 - iv) les coûts engagés par l'une ou l'autre des parties pour l'utilisation de ses propres immobilisations, ou les coûts généraux ou indirects engagés par ladite partie ou ceux de l'un de ses organismes;
 - v) les coûts d'acquisition de terrains.
- g) « Exercice financier » désigne la période commençant le 1^{er} avril et se terminant le 31 mars de l'année suivante;
 - h) « Comité de gestion » désigne le comité créé pour gérer et administrer la présente entente en conformité de l'article 5. de celle-ci;
 - i) « Durée de la présente entente » désigne la période allant de la signature à la date d'expiration de l'entente;
 - j) « Date d'expiration de l'entente » désigne la date ultime pour présenter une demande en vertu de l'entente, soit le 31 mars 1997;
 - k) « Requérant » désigne toute personne ou association de personnes physiques ou morales incluant

l'un ou les deux gouvernements ou leur Société de l'État qui fait (font) appel à cette entente;

- l) « Bénéficiaire » désigne toute personne ou association de personnes physiques ou morales qui reçoit une aide gouvernementale en vertu de cette entente;
- m) « Activité » désigne un ou plusieurs projets conçu(s) par un ou plusieurs requérants en vue d'atteindre un objectif;
- n) « Activité conjointe » désigne un projet approuvé, régi et financé conjointement par les deux gouvernements, chacun effectuant ses versements au bénéficiaire sauf dans le cas des municipalités où s'appliquent les articles 6.3 et 7.3 de cette entente;
- o) « Activité complémentaire » désigne un projet approuvé conjointement et dont le financement et la réalisation sont pris en charge par l'un ou l'autre des deux gouvernements sauf dans le cas des municipalités où s'appliquent les articles 6.3 et 7.3 de cette entente;
- p) « Société d'État » désigne:
 - les sociétés de la Couronne fédérales, provinciales et telles que définies par leur loi constitutive;
 - toute entité détenue, directement ou indirectement, à plus de 50 pour cent en valeur ou en participation, ou dont les actions votantes sont détenues, directement ou indirectement, à plus de 50 pour cent par un ou des gouvernements fédéral, provinciaux, une ou des sociétés de la Couronne fédérale ou les sociétés de la Couronne provinciales;

- tout organisme créé par les gouvernements fédéral, provinciaux ou les ministères fédéraux, provinciaux aux fins de gestion de programmes.

q) « Entité » désigne une personne morale, société de personnes, fiducie ou co-entreprise.

2. BUT ET OBJECTIFS

2.1 Le but de cette entente est de faciliter la coopération et la coordination des efforts des gouvernements du Canada et du Québec, en vue de favoriser la croissance et les recettes de l'industrie touristique québécoise. Pour ce faire, les gouvernements adopteront des mesures pour consolider et renouveler l'offre touristique, intensifier la présence du Québec sur les marchés internationaux et aider les entreprises touristiques à atteindre l'excellence grâce à une meilleure connaissance des produits, des secteurs et des marchés.

2.2 Plus spécifiquement, cette entente vise les objectifs suivants :

a) *Développement de l'offre*

Consolider et développer les produits touristiques québécois prioritaires et favoriser l'investissement dans des projets d'attraits et d'équipements touristiques aptes à attirer une clientèle internationale;

b) *Développement des marchés*

Positionner le Québec comme destination attrayante, essentiellement sur les marchés internationaux retenus comme prioritaires, par le biais d'efforts accrus de promotion et de commercialisation axés sur les produits touristiques pour lesquels le Québec possède des avantages distinctifs.

c) *Études, services et administration*

Soutenir et entreprendre la réalisation d'études et de recherches en appui au développement des produits et des marchés et promouvoir la productivité et la compétitivité internationale des entreprises par le biais de services aux intervenants.

- 2.3 Pour atteindre les objectifs de la présente entente, le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec mettront en oeuvre la programmation décrite à l'annexe « B » de la présente entente. Par ailleurs, la mise en oeuvre de certains volets de la programmation peut être prise en charge par des ministères ou organismes appropriés de chaque gouvernement.

3. DISPOSITIONS FINANCIÈRES

- 3.1 La participation financière totale du gouvernement du Canada ne dépassera pas cinquante (50,0) millions de dollars.
- 3.2 La participation financière totale du gouvernement du Québec ne dépassera pas cinquante (50,0) millions de dollars.

4. MODIFICATION

- 4.1 Le ministre fédéral et le ministre québécois peuvent modifier les dispositions de la présente entente, à l'exception des dispositions touchant au but et objectifs décrits aux articles 2.1 et 2.2 ou aux dispositions financières décrites aux articles 3.1 et 3.2 qui devront être approuvées au préalable par le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec.
- 4.2 Nonobstant l'article 1.1 j), l'une ou l'autre des parties pourra résilier la présente entente en donnant par écrit à l'autre partie un préavis d'au moins un exercice finan-

cier. Toutefois, ce préavis ne pourra être signifié avant l'expiration de deux années suivant la date de signature de l'entente.

5. GESTION ET COORDINATION

- 5.1 Un Comité de gestion sera établi. Il sera co-présidé par deux hauts fonctionnaires désignés respectivement par le ministre fédéral responsable de l'entente et le ministre québécois; il prévoira un nombre égal de représentants pour le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec, dont un représentant ex-officio de chacun des ministres signataires de l'entente de développement économique et régional. Le Comité de gestion sera chargé de l'administration et de la gestion générale de la présente entente. Le Comité de gestion se fondera sur les modalités décrites à l'annexe « B » pour gérer et administrer les projets mis en oeuvre en vertu de la présente entente.
- 5.2 Le Comité de gestion disposera de tous les pouvoirs et instruments requis pour satisfaire aux critères d'imputabilité que le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec estimeront, de part et d'autre, nécessaires pour suivre l'évolution, apporter les correctifs nécessaires et rendre compte de l'utilisation des ressources financières respectives consenties à l'entente auxiliaire.
- 5.3 Un membre du Comité de gestion peut autoriser, par écrit, une personne à le remplacer aux réunions du Comité de gestion et à voter en son nom.
- 5.4 Pour toutes les réunions du Comité de gestion, le quorum est atteint lorsque deux membres sont présents, dont l'un est le coprésident fédéral ou un membre qu'il désigne et l'autre le coprésident provincial ou un membre qu'il désigne.

- 5.5 Toute question ne faisant pas l'unanimité du Comité de gestion doit être présentée aux ministres responsables de l'entente aux fins de résolution et le dossier sera tenu en suspens jusqu'à la résolution du désaccord.
- 5.6 Le Comité de gestion poursuivra ses activités jusqu'au règlement final de tous les projets réalisés en vertu de la présente entente.
- 5.7 Les pouvoirs, rôles et fonctions du Comité de gestion sont les suivants:
- a) Approuver toutes les procédures relatives à ses réunions, y compris les règles de conduite des réunions et de prise de décisions lorsque les membres ne sont pas présents dans un lieu donné;
 - b) Élaborer les procédures et déléguer les pouvoirs requis, dans le cas où la mise en oeuvre de certains volets de la programmation doit être prise en charge par des ministères ou organismes appropriés de chaque gouvernement.
 - c) Examiner la conformité aux objectifs de l'entente des projets soumis et recommander aux ministres concernés l'acceptation ou le rejet de ceux-ci, et s'il y a lieu, les engagements financiers appropriés. Inscrire à l'annexe « C » tous les projets qui auront été unanimement retenus par lesdits ministres. A cet effet, le Comité de gestion demandera que les projets lui soient soumis selon la forme et avec le type d'information requis par celui-ci;
 - d) Avant chaque exercice financier au cours duquel la présente entente est en vigueur, y compris celui commençant le 1^{er} avril 1992, établir un plan de travail indiquant l'échéancier de l'exécution des travaux et les montants prévus pour les projets qui seront soumis pour inscription à l'annexe « C »;

- e) Recommander annuellement aux ministres responsables de l'entente les prévisions de dépenses proposées pour chaque exercice financier;
- f) Présenter aux ministres responsables de l'entente des rapports sur l'avancement des travaux selon les modalités stipulées à l'article 5.1 de l'Entente de développement économique et régional, ou à leur demande;
- g) Préparer à tous les ans un état des mouvements de trésorerie anticipés et réels par exercice aux fins de l'article 6.4 de l'Entente de développement économique et régional;
- h) Assurer la libre et entière circulation de l'information pertinente à l'entente entre les parties;
- i) Approuver l'établissement de comités consultatifs appropriés pour les projets, y compris des comités chargés de questions techniques et de l'information au public, au besoin, et faire les arrangements nécessaires en vue de la participation de représentants de d'autres ministères et organismes et du secteur privé aux réunions du Comité de gestion dans les cas où leur présence peut rehausser l'efficacité de ce Comité;
- j) Lorsque le Comité de gestion constate qu'un projet aura d'importantes répercussions sur les ressources humaines ou sur l'environnement, demander des avis aux organismes gouvernementaux ou à des experts externes;
- k) Pour assumer adéquatement ses fonctions, le Comité de gestion pourra commander des expertises touchant les aspects techniques, légaux, la rentabilité, ou la faisabilité des projets ou tout autre sujet jugé pertinent;

- l) Recommander d'ajouter, de modifier ou d'annuler tout projet entrepris en vertu de la présente entente, lorsque le Comité de gestion considère que de telles mesures faciliteraient l'atteinte des objectifs de la présente entente;
- m) Veiller à ce que tous les contrats contiennent toutes les dispositions pertinentes de la présente entente;
- n) Se réunir au moins une fois l'an aux fins de la présente entente;
- o) Exercer d'autres rôles, pouvoirs ou fonctions précisés ailleurs dans la présente entente ou ceux que le ministre fédéral et le ministre québécois ou les ministres responsables de l'entente pourraient lui attribuer;
- p) Proposer des modifications à la présente entente aux ministres signataires;
- q) Déterminer la date d'achèvement des projets inscrits à l'entente.

5.8 Le Comité de gestion verra à mettre sur pied un secrétariat de l'entente et les sous-comités qu'il juge appropriés afin de l'assister dans l'administration des affaires courantes. Le Comité de gestion peut déléguer à un sous-comité toutes attributions lui permettant d'accomplir son mandat.

5.9 Le secrétariat sera dirigé par un représentant du ministre responsable de l'entente pour le Québec. Un représentant de chacun des ministres responsables de l'entente participera à la préparation des ordres du jour et des comptes rendus des réunions. Les rôles et fonctions du secrétariat seront définis par le Comité de gestion.

- 5.10 Afin d'assumer adéquatement ses pouvoirs, rôles et fonctions, le Comité de gestion aura à sa disposition les sommes nécessaires pour la gestion et l'administration de l'entente tel que défini à l'annexe «B» et «C».

6. AUTORISATION DES PROJETS

- 6.1 Sauf dans le cas des municipalités et des organismes municipaux qui s'adresseront à la partie québécoise, les projets pourront être acheminés à l'un ou l'autre des gouvernements. Dans tous les cas, le dépositaire de la demande doit en informer dans les meilleurs délais et par écrit le secrétariat de l'Entente afin de permettre au Comité de gestion d'enclencher le processus d'analyse et de recommandation. Le Comité de gestion a la responsabilité d'établir la forme et le type d'informations requis pour l'analyse du dossier.
- 6.2 Le Comité de gestion recommandera l'approbation ou le rejet du projet aux ministres concernés.
- 6.3 Cette entente permet la réalisation d'activités conjointes ou, si le Comité de gestion le juge à propos, complémentaires. Pour les activités conjointes, les parties signifieront conjointement leur décision au requérant, sauf dans le cas des municipalités et des organismes municipaux où les communications se feront directement avec la partie québécoise qui communiquera la décision des deux parties.

Pour les activités complémentaires, la partie désignée par le Comité de gestion comme étant responsable de la prise en charge du projet signifiera la décision au requérant tout en référant à la présente entente dans ses communications avec le requérant et le public, et en informera l'autre partie, sauf dans le cas des municipalités et des organismes municipaux où les communications se feront directement avec la partie québécoise qui communiquera la décision des deux parties.

- 6.4 Sauf pour les cas explicitement définis par le Comité de gestion, tout changement aux activités autorisées requerra la recommandation du Comité de gestion.
- 6.5 Pour les activités conjointes, le Comité de gestion devra être informé des décisions touchant les appels d'offres, les annonces d'adjudication de marché ainsi que le choix du soumissionnaire.

7. MODALITÉS DE PAIEMENT

- 7.1 Aucune demande de paiement ne sera acceptée par les parties à moins qu'elle ne soit reçue dans les 12 mois suivant la date d'achèvement du projet.
- 7.2 Pour tous les projets, tout dépassement des coûts admissibles prévus dans le budget ou tous les coûts engagés après l'achèvement du projet ne sont pas acceptés par le Comité de gestion à moins qu'il n'en soit informé à temps et qu'il n'approuve l'inclusion de ces coûts.
- 7.3 Dans le cas d'aide aux municipalités et aux organismes municipaux, le gouvernement du Québec présentera au gouvernement fédéral, au fur et à mesure de la réalisation des travaux, une demande de remboursement de la quote-part de ce dernier des coûts admissibles effectivement engagés et payés. Ces demandes seront vérifiées à la satisfaction du Comité de gestion et certifiées par un agent désigné par le gouvernement du Québec:
 - i) la contribution du gouvernement fédéral sera transmise à la municipalité par le biais d'un virement bancaire qui sera effectué en deux temps. Dans un premier temps, le virement bancaire sera fait par le gouvernement du Canada au gouvernement du Québec, et sur réception, le gouvernement du

Québec effectuera un virement bancaire à la municipalité;

- ii) la contribution du gouvernement du Québec sera transmise à la municipalité ou à l'organisme municipal exclusivement par le biais d'un virement bancaire;
- iii) le Comité de gestion informera la municipalité ou l'organisme municipal de tous les virements bancaires effectués dans le cadre de la mise en application de cette entente.

- 7.4 Sauf dans les cas d'aide aux municipalités et aux organismes municipaux où s'appliquera l'article 7.3, les règles de paiement suivantes s'appliqueront, à moins d'autorisation contraire du Comité de gestion;

Pour les activités conjointes, chaque partie versera au requérant sa quote-part de l'aide financière autorisée;

Pour les activités complémentaires, la partie prenant charge de l'activité effectuera directement au requérant tous les versements de l'aide financière autorisée.

- 7.5 Chaque partie chargée de la mise en oeuvre d'un projet doit tenir à jour des comptes et des dossiers pertinents et exacts en ce qui concerne les projets entrepris en vertu de la présente entente; sous réserve d'un préavis raisonnable, elle doit mettre ses comptes et ses dossiers à la disposition de l'autre partie aux fins d'inspection.
- 7.6 Toute différence, relevée dans une vérification, entre les sommes payées par chacune des parties et les sommes à payer en vertu de la présente entente sera rectifiée.

8. INFORMATION AU PUBLIC

8.1 Le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec conviennent et acceptent de préparer conjointement les communiqués, d'élaborer et de participer aux programmes de communications relatifs à l'entente. A cet effet, le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec conviennent et acceptent:

- a) de collaborer à l'élaboration et à la mise en oeuvre d'un programme d'information à l'intention du public;
- b) que tous les documents d'appels d'offres relatifs aux projets inscrits à cette entente doivent contenir la formule suivante: « Le présent projet de développement est financé par le Bureau fédéral de développement régional (Québec) et, le cas échéant, par le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie du Canada; et par le ministère du Tourisme du Québec et, le cas échéant, par tout autre ministère ou organisme québécois impliqué »;
- c) d'annoncer conjointement de concert avec le bénéficiaire les projets autorisés sous l'entente;
- d) que les ministres concernés ou leurs représentants participeront de droit s'ils le désirent à toute activité d'information publique en vertu de l'entente. De façon à assurer la disponibilité des ministres, les cabinets ministériels seront informés, au moins deux semaines à l'avance de ces activités, de leur teneur, forme et calendrier, de façon à assurer la disponibilité des ministres;
- e) que les cérémonies officielles auront lieu au jour dont conviendront mutuellement les ministres concernés.

- f) que les ministres responsables ont l'autorité de rendre publics, en tout ou en partie, les rapports requis par l'entente;
- g) que pour réaliser son mandat d'information au public, le Comité de gestion pourra financer ses activités à même les sommes qui lui sont attribuées pour la gestion et l'administration de l'entente tel que défini à l'annexe « B » et « C ».

9. ÉVALUATION

- 9.1 L'information jugée nécessaire par une des parties, pour compléter une évaluation de l'impact socio-économique de cette entente en fonction de ses objectifs, lui sera fournie sur demande par l'autre partie conformément au cadre d'évaluation précisant les critères d'évaluation, lequel sera élaboré par le Comité de gestion et annexé à l'entente dans l'année qui en suit la signature. A cette fin, le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec conviennent et acceptent:
 - a) d'échanger toutes les données et tous les renseignements pertinents susceptibles d'être nécessaires pour toute évaluation concernant la présente entente;
 - b) de réviser, dans les 18 mois précédant la date d'expiration de l'entente, le cadre d'évaluation ainsi que les données et les renseignements fournis afin d'amorcer une évaluation globale de cette entente dans les 12 mois avant la date d'expiration;
 - c) que pour réaliser l'évaluation de l'entente, le Comité de gestion pourra, au besoin, financer ses activités à même les sommes qui lui sont attribuées pour la gestion et l'administration de l'entente tel que défini à l'annexe « B » et « C ».

10. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 10.1 Aucun membre du Parlement du Canada ou de l'Assemblée nationale du Québec n'est admis à participer à tout contrat ou à toute partie de la présente entente, ni à profiter des avantages qui en découlent.
- 10.2 Le requérant devra tenir les autres parties, leurs agents et leurs préposé(e)s indemnes et à couvert de toute réclamation d'une tierce partie à la suite de la mise en oeuvre d'un tel projet, sauf dans la mesure où les réclamations sont liées à un acte ou à une négligence de tout agent, employé(e) ou préposé(e) des autres parties. Dans les cas où la responsabilité courante des activités d'exploitation, d'entretien et de réparation liées à tout projet entrepris en vertu de la présente entente est confiée à une tierce partie, les dispositions contractuelles convenues entre la partie chargée de la mise en oeuvre du projet et ladite tierce partie devront prévoir une clause en vue de tenir les parties à couvert de toutes réclamations, poursuites et causes d'actions qui peuvent être présentées contre ces dernières à la suite des activités d'exploitation, d'entretien ou de réparation entreprises par la tierce partie en égard à un projet.
- 10.3 Les aides financières que doivent accorder le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec pour la mise en oeuvre de la présente entente sont assujetties à la condition que le Parlement du Canada et l'Assemblée nationale du Québec votent l'affectation de fonds pour le financement de ladite entente pour l'exercice financier au cours duquel les contributions seront requises.
- 10.4 Le présent document ainsi que les annexes A, B et C forment la totalité de l'entente.

EN FOI DE QUOI, la présente entente est signée au nom du gouvernement du Canada par le ministre responsable du Bureau fédéral de développement régional (Québec) et au nom du gouvernement du Québec, par le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et le ministre du Tourisme.

GOUVERNEMENT DU
CANADA

GOUVERNEMENT DU
QUÉBEC

Ministre responsable du
Bureau fédéral de
développement régional
(Québec)

Ministre délégué aux
Affaires
intergouvernementales
canadiennes

Ministre de l'Industrie, des
Sciences et de la
Technologie

Ministre du Tourisme

Annexe A

ENTENTE AUXILIAIRE CANADA-QUÉBEC SUR LE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE

Problématique

Le tourisme occupe une place importante dans l'économie québécoise. Ainsi, en 1990, les recettes touristiques du Québec s'élevaient à plus de 4 milliards de dollars, soit 2,5 % du produit intérieur brut. Les recettes en provenance des marchés internationaux, quant à elles, dépassaient le milliard de dollars (1,1 milliard \$), soit la sixième source de devises étrangères pour le Québec. De plus, pour cette même année, on estimait à 77 700 le volume d'emplois directs et indirects, comptabilisé en personnes-années, attribuable à la fréquentation touristique.

Cependant, la performance du secteur touristique québécois n'est pas satisfaisante. Ainsi, les recettes touristiques en valeur réelle stagnent depuis une dizaine d'années. En effet, en 1990, les recettes touristiques globales du Québec se situent au même niveau qu'en 1980 en dollars constants, soit 2,3 milliards \$. Cette situation risque de se détériorer davantage, compte tenu de la croissance de la concurrence internationale.

Cette industrie est fortement dominée par des PME qui ont des capacités financières, administratives, techniques et commerciales très limitées, en plus de ne pas posséder des ressources suffisantes pour accéder aux technologies et procéder aux activités d'informations commerciales nécessaires à leur épanouissement sur les marchés internationaux. En outre, les marchés financiers sont réticents à les soutenir financièrement.

Des actions de redressement doivent être réalisées, non seulement pour maintenir l'importance de ce secteur d'ac-

tivité au sein de l'économie du Québec mais également pour permettre à l'industrie québécoise de profiter de la croissance du tourisme à l'échelle internationale. En effet, les recettes touristiques internationales devraient croître à un rythme de 5 % en termes réels d'ici à l'an 2000.

Dans ce contexte, les principaux défis auxquels fait face l'industrie touristique québécoise sont:

- 1- Consolider et renouveler l'offre touristique du Québec en misant sur les perspectives de croissance du tourisme d'affaires et d'agrément pour le produit grandes villes et pour d'autres produits tels que les séjours de villégiature, les circuits touristiques, etc.

L'effort doit également porter sur le renouvellement des attraits et des activités susceptibles d'accroître l'achalandage touristique au Québec.

- 2- Intensifier la présence du Québec et les efforts de l'industrie auprès des marchés internationaux en accentuant les activités de promotion et de commercialisation des produits touristiques du Québec.

L'accent est mis sur les marchés internationaux qui offrent les meilleurs potentiels de croissance. Les efforts de mise en marché devront également s'intéresser de façon particulière au tourisme d'affaires (congrès, réunions d'affaires et voyages de motivation).

- 3- Atteindre l'excellence, notamment au niveau de l'adaptation technologique et des services à la clientèle, grâce à une meilleure connaissance des produits, des secteurs et des marchés.

Stratégie d'intervention

Le but de cette entente est de faciliter la coopération et la coordination des efforts des gouvernements du Canada et

du Québec, en vue de favoriser la croissance et les recettes de l'industrie touristique québécoise. Pour ce faire, les gouvernements adopteront des mesures pour consolider et renouveler l'offre touristique, intensifier la présence du Québec sur les marchés internationaux et aider les entreprises touristiques à atteindre l'excellence grâce à une meilleure connaissance des produits, des secteurs et des marchés.

Plus spécifiquement, cette entente vise les objectifs suivants :

- a) Consolider et développer les produits touristiques québécois prioritaires et favoriser l'investissement dans des projets d'attrait et d'équipements touristiques aptes à attirer une clientèle internationale.
- b) Positionner le Québec comme destination attrayante, essentiellement sur les marchés internationaux retenus comme prioritaires, par le biais d'efforts accrus de promotion et de commercialisation axés sur les produits touristiques pour lesquels le Québec possède des avantages distinctifs.
- c) Soutenir et entreprendre la réalisation d'études et de recherches en appui au développement des produits et des marchés et promouvoir la productivité et la compétitivité internationale des entreprises par le biais de services aux intervenants.

Annexe B

ENTENTE AUXILIAIRE CANADA-QUÉBEC SUR LE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE AU QUÉBEC

Programmation

En réponse aux besoins de l'économie du Québec en matière de développement touristique, tels qu'ils se dégagent de l'annexe « A » de cette entente, les gouvernements du Canada et du Québec s'entendent pour coopérer en vue de faciliter la croissance de l'industrie touristique québécoise. Pour ce faire, les gouvernements adopteront des mesures pour consolider et renouveler l'offre touristique, intensifier la présence sur les marchés internationaux et aider les entreprises touristiques à atteindre l'excellence grâce à une meilleure connaissance des produits, des secteurs et des marchés.

D'une durée de cinq ans, l'entente a une enveloppe budgétaire totale de 100 M \$, répartie également entre les gouvernements, soit 50 M \$ chacun. Cependant, les participations financières respectives aux projets de chacun des volets pourront varier, dans la mesure où les engagements gouvernementaux prévus sous chaque volet de l'entente soient respectés. Cette entente permet la mise en oeuvre d'activités conjointes ou, si le Comité de gestion le juge à propos, d'activités complémentaires (voir définitions à l'article 1.1).

Mise en oeuvre de l'entente

Il est notamment prévu que pour la partie fédérale, le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie sera responsable de la mise en oeuvre des volets II et III. Sauf dans le cas des municipalités ou des organismes municipaux qui s'adresseront à la partie québécoise, les projets pourront

être acheminés à l'un ou l'autre des gouvernements. La partie gouvernementale qui reçoit la demande doit soumettre celle-ci au Comité de gestion qui en vérifiera la conformité avec les priorités établies conjointement par les ministres de l'entente.

Activités conjointes

Dans le cas des activités conjointes, sauf en ce qui a trait aux municipalités et organismes municipaux où s'appliqueront les procédures définies aux articles 6.3 et 7.3, l'une ou l'autre des parties sera désignée comme l'interlocuteur auprès du requérant. Les deux parties effectueront l'analyse du projet conjointement en évitant la duplication des ressources. Le résultat de l'analyse sera soumis au Comité de gestion qui fera sa recommandation aux ministres concernés. Suite à la décision des ministres concernés, le cas échéant, une lettre d'offre conjointe au requérant pourra être émise. Elle stipulera la forme d'aide et autres conditions jugées appropriées. Chaque partie enverra au requérant sa quote-part de l'assistance financière ainsi autorisée.

Activités complémentaires

Dans le cas des activités complémentaires, sauf en ce qui a trait aux municipalités et aux organismes municipaux où s'appliqueront les procédures définies aux articles 6.3 et 7.3, la partie désignée par le Comité de gestion comme prenant charge de cette activité sera désignée comme interlocuteur auprès du requérant et effectuera l'analyse du projet. Le résultat de cette analyse sera soumis au Comité de gestion qui fera sa recommandation aux ministres concernés. Suite à la décision des ministres concernés, le cas échéant, une lettre d'offre au requérant adressée par la partie prenant charge de l'activité pourra être émise. Elle stipulera la forme d'aide et les conditions jugées appropriées en plus de mentionner que l'aide est fournie sous l'égide de l'entente. Elle effectuera directement au requérant tous les versements de l'assistance financière ainsi autorisée.

Critères généraux d'admissibilité

Pour être admissible toute activité devra:

- Répondre aux objectifs de l'entente tels que stipulés aux annexes « A » et « B »;
- Comporter des bénéfices substantiels pour le Canada et le Québec ;
- Nécessiter une aide financière pour sa réalisation ;
- Aucun engagement préalable à une demande d'aide financière ne devra avoir été contracté par le requérant en vue de réaliser l'activité. De plus, aucun coût engagé avant la date de réception de la demande ne sera admissible à ladite aide financière;
- Les projets soutenus par l'entente devront, le cas échéant, respecter les exigences environnementales des organismes de réglementation compétents.

Forme et nature de l'intervention

La participation financière offerte en vertu de cette entente peut prendre l'une ou plusieurs des formes suivantes: une contribution, remboursable ou non ; une prise en charge d'intérêt ; un prêt assorti ou non d'un rabais ; un prêt participatif ; une participation au capital-actions ; une garantie de prêt; l'octroi de biens et services dans le cadre d'activités prises en charge par les gouvernements; ainsi que d'autres formes d'aide jugées appropriées par le Comité de gestion, s'il y a lieu.

Les aides financières qui seront consenties en vertu de cette entente, seront effectuées en accord avec les règles, politiques et instruments propres à chaque gouvernement, notamment pour se conformer aux politiques de remboursement des contributions financières et à celles du

cumul d'aide de chaque programme concerné. L'assistance financière ne pourra excéder le niveau d'aide minimum jugé nécessaire par le Comité de gestion pour assurer la réalisation du projet.

VOLET I - DÉVELOPPEMENT DE L'OFFRE

Ce volet a pour but de favoriser l'investissement dans des projets d'attrait et d'équipements touristiques aptes à attirer une clientèle internationale afin d'améliorer, de consolider et de développer l'offre et les produits touristiques québécois.

Ces projets permettront, notamment :

- de développer ou bonifier des attrait touristiques d'excellence ;
- de consolider et diversifier l'offre au niveau des produits touristiques suivants :
 - le produit grandes villes (agglomérations de Montréal, Québec et Hull) en matière de tourisme d'affaires et d'agrément ;
 - le produit séjours de villégiature, principalement dans des projets, zones ou destinations offrant un potentiel d'activités quatre saisons ;
 - le produit circuits touristiques et plus particulièrement les grands circuits interrégionaux ;
- de soutenir ou d'entreprendre les études afférentes qui pourraient être requises.

Admissibilité

Pour être admissible, le projet devra s'insérer dans les objectifs et stratégies de l'entente et comporter des investissements supérieurs à 1 500 000 \$, sauf en ce qui a trait aux

études. De plus, le projet devra satisfaire aux critères suivants :

- être viable économiquement ;
- nécessiter l'aide gouvernementale pour sa réalisation.

Le requérant du projet pourra être une entreprise privée à but lucratif, une société sans but lucratif, une municipalité ou un organisme paramunicipal, ou une Société de l'État.

Pour être admissibles, les études devront comporter des possibilités raisonnables de se traduire à court terme en projets de développement de l'offre touristique admissibles aux fins de l'entente.

Forme et nature de l'intervention

L'aide financière offerte en vertu de ce volet pourra prendre l'une ou l'autre des formes suivantes : une contribution, remboursable ou non ; une prise en charge d'intérêt ; un prêt assorti ou non d'un rabais d'intérêt ; un prêt participatif ; une participation au capital-actions ; une garantie de prêt ainsi que d'autres formes d'aide jugées appropriées par le Comité de gestion, s'il y a lieu.

Sur recommandation du Comité de gestion, les parties pourront avoir accès à des ressources externes pouvant fournir une expertise technique, environnementale, légale ou autre dans la détermination de la faisabilité ou de la rentabilité d'un projet. Le financement de ces expertises sera puisé en totalité ou en partie à même ce volet.

VOLET II - DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS

L'objectif de ce volet est de positionner le Québec comme destination attrayante, essentiellement sur les marchés internationaux retenus comme prioritaires, par le biais d'efforts accrus de promotion et de commercialisation axés sur les

produits touristiques pour lesquels le Québec possède des avantages distinctifs.

En particulier, l'accent sera mis sur des activités afférentes à la promotion et à la commercialisation, d'aide à la prospection, à la promotion et à la sollicitation du tourisme d'affaires et d'aide à des événements internationaux. Ces activités pourront inclure, entre autres, des actions de publicité, de promotion, de relations de presse et d'accueil, des tournées de familiarisation ainsi que la participation à des bourses et des foires.

Appui à la promotion et à la commercialisation

- a) promotion et commercialisation de la destination ;
- b) promotion et commercialisation des produits prioritaires pour l'industrie touristique québécoise, notamment les produits grandes villes, circuits, séjours de villégiature, ski, chasse et pêche, motoneige, aventure de même que d'autres produits ou activités majeurs pour l'industrie ;
- c) promotion et commercialisation d'attraits culturels majeurs ou de sites exceptionnels et représentatifs des régions du Québec sur les marchés étrangers ;
- d) promotion et commercialisation de forfaits interrégionaux sur les marchés étrangers ;
- e) promotion et commercialisation permettant l'étalement des saisons touristiques ;
- f) promotion et commercialisation de forfaits interprovinciaux ou nord-américains sur les marchés européens, asiatiques et américains, principalement l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie et le Japon.

Appui à la prospection, à la promotion et à la sollicitation du tourisme d'affaires

- a) prospection, promotion et sollicitation de congrès internationaux, de foires commerciales et de réunions d'affaires ;
- b) prospection, promotion et sollicitation de voyages de motivation.

Appui aux événements internationaux

Organisation, promotion et commercialisation d'événements d'envergure internationale.

Admissibilité

Pour être admissibles, les activités ou projets devront s'insérer dans les objectifs et stratégies de l'entente et comporter des résultats mesurables. Ces activités ou projets pourront être présentés et gérés par l'une ou l'autre des parties ou présentés par des Sociétés de l'État, des organismes municipaux, paramunicipaux, sans but lucratif et des entreprises à vocation commerciale.

Forme et nature de l'intervention

La participation financière aux activités réalisées sous ce volet pourra être assurée entièrement par les gouvernements ou partagée avec un ou des requérants.

VOLET III - ÉTUDES, SERVICES ET ADMINISTRATION

Ce volet a pour but de soutenir et d'entreprendre la réalisation d'études et de recherches en appui au développement des produits et des marchés et de promouvoir la productivité et la compétitivité internationale des entreprises par le biais de services aux intervenants. Il a aussi pour but d'assurer la gestion et l'évaluation de l'entente.

Il comporte les activités suivantes :

1. Études et services aux intervenants
 - a) Appuyer et entreprendre la réalisation et la diffusion d'études sur les produits, les secteurs ou les marchés.
 - b) Stimuler le développement et l'utilisation de la technologie.
 - c) Soutenir la prospection d'investissements.
 - d) Soutenir la réalisation de séminaires et colloques.
2. Administration
 - a) Assumer les ressources humaines et financières, fournir l'expertise et les outils nécessaires à une gestion efficace de l'entente.
 - b) Mettre en place les programmes d'information au public.
 - c) Procéder à l'évaluation de l'entente.

Admissibilité

Pour être admissible, les études ou activités réalisées sous ce volet devront s'inscrire dans les objectifs et stratégies de l'entente. Ces activités ou projets pourront être présentés et gérés par l'une ou l'autre des parties gouvernementales gestionnaires de l'entente.

Nature de l'intervention

La participation financière aux activités réalisées sous ce volet pourra être assurée entièrement par les gouvernements ou partagée avec un ou des requérants.

Annexe C

ENTENTE AUXILIAIRE CANADA-QUÉBEC SUR LE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE AU QUÉBEC

Volet	Total	Répartition des coûts (millions \$)	
		Canada	Québec
I) Développement de l'offre	60	30	30
II) Développement des marchés	36	18	18
III) Études, services et administration	4	2	2
TOTAL	100	50	50

APPROUVÉ PAR LES MINISTRES FÉDÉRAL ET QUÉBÉCOIS

Pour le Canada:

Pour le Québec:

Ministre responsable du
Bureau fédéral de
développement régional
(Québec)

Ministre délégué aux
Affaires
intergouvernementales
canadiennes

Ministre de l'Industrie,
des Sciences et de la
Technologie

Ministre du Tourisme

**Pour obtenir des renseignements généraux
sur l'entente, vous pouvez communiquer
avec:**

**le Secrétariat de l'Entente auxiliaire Canada-Québec
sur le développement touristique**

Tour de la Place-Victoria, bureau 260
Case postale 125
Montréal (Québec) H4Z 1C3

Montréal (514) 873-7977
Québec (418) 643-5959

**Pour des renseignements spécifiques
sur les programmes**

Développement de l'offre (projets d'investissement):

Ministère du Tourisme du Québec

Québec: Direction des projets
(418) 643-9131

Montréal: Direction des investisse-
ments (514) 873-7977

Bureau fédéral de développement
régional (Québec)

Montréal (514) 283-4766

Développement des marchés (projets de marketing)

Ministère du Tourisme du Québec

Montréal (514) 873-7977

Industrie, Sciences et
Technologie Canada

Tourisme Canada

Montréal (514) 283-4002

Notes:

Notes:

Notes:

3 1761 11551456 4

